

4) Les déviations réformistes du contrôle ouvrier

La lutte ne passe pas entre les révolutionnaires qui seraient pour le contrôle ouvrier et des réformistes qui seraient contre. Les choses seraient trop simples.

* PSU — CFDT

Le PSU et la CFDT parlent souvent de « contrôle ouvrier » et d'« autogestion ». Dans les deux cas, ce que nous devons critiquer, ce n'est pas le mot lui-même, mais la ligne politique réformiste qui se cache derrière :

Toutes les notions-clefs qui fondent une stratégie révolutionnaire sont estompées ou ignorées : l'État bourgeois, la crise révolutionnaire, l'hétérogénéité des niveaux de conscience.

Le passage au socialisme apparaît comme un processus graduel au cours duquel des gens toujours plus nombreux sont gagnés à l'idée du socialisme.

Cela a une double conséquence :

* le contrôle ouvrier est vidé de tout contenu et réduit à l'état de slogan : tous ceux qui se battent « font du contrôle ouvrier » (cf. une couverture récente de *Tribune Socialiste* sur Renault et Peugeot),

* la ligne de partage vis à vis des pratiques de co-gestion et des réformes modernistes du grand capital n'est pas clairement établie (cf. une interview de Krumnov dans le *Nouvel Observateur*).

* PC — CGT

La CGT, par le passé, a mis en avant le thème du contrôle ouvrier. Il figurait par exemple dans le Plan de la CGT de 1935. Mais il s'agissait d'une simple étiquette pour masquer des pratiques de collaboration de classes.

Aujourd'hui, ce thème n'est plus repris par la CGT : le contrôle ouvrier et l'autogestion sont dénoncés comme des « mots d'ordre fumeux ».

Toutefois, les mêmes problèmes restent posés :

* la participation syndicale à des organismes d'intégration, au nom d'arguments du type : « on y va pour avoir des renseignements », « il faut être partout où se discutent les intérêts des travailleurs », etc...

* toutes les formes de co-gestion (extension des pouvoirs des comités d'entreprise, comités « tri-partites », etc...) qui sont contenues dans le Programme Commun PCF-PS, soutenu par la direction de la CGT.

Le contrôle ouvrier n'a rien à voir avec la « participation » en régime capitaliste, c'est à dire la collaboration de classes. C'est le droit imposé par la lutte d'opposer le veto des travailleurs aux décisions anti-ouvrières du patronat, de démasquer pour l'ensemble des travailleurs le scandale de la gabegie capitaliste.